

Point de Presse du Conseil d'Etat

19 juin 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

M. David Hiler, vice-président

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Oui avec réserves à la politique agricole 2014-2017	4
Révision totale de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé	5
Non à une responsabilité civile insuffisante en matière nucléaire	5
Les Genevois de l'étranger pourront élire en ligne cet automne	6
Grand Genève	7
Ouverture d'un nouveau casier pour le stockage de déchets à Oulens	7
Genève	8
Rencontre avec l'Exécutif de la Ville de Genève	8
Réforme du système de prévoyance professionnelle de l'Etat : traitement et retraite des magistrats	8
Protection de l'environnement : concept cantonal validé	9
Approbation du plan de site du hameau de Vessy	10
Vernier : des mesures pour dissuader le trafic de transit	10
Parc Château-Banquet : l'accès sera amélioré.....	11
Convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment à Genève	11
Projet de musée agricole à Confignon: réponse à une pétition	11
Adoption du rapport d'activités 2012 du bureau des violences domestiques	12
Aide financière à l'association Lake Geneva Region.....	12
Aide financière en faveur de la culture.....	13
Aides financières en faveur de la promotion de la santé et de la prévention	13
Aide financière en faveur de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie	14
Approbation du budget 2013 de la Fondation Eclosion	14
Condoléances adressées à Mme Claude Albana Presset	14
Entrée en vigueur de lois	15
Agenda des invitations à la presse	16

Oui avec réserves à la politique agricole 2014-2017

Le Conseil d'Etat a examiné le projet de mise en œuvre de la nouvelle politique fédérale agricole (PA 2014-2017) mis en consultation et dont le développement du système des paiements directs constitue l'élément central. Le gouvernement relève que les ordonnances traduisent assez fidèlement les décisions prises par les Chambres fédérales. Il émet cependant un certain nombre de réserves.

Il note tout d'abord une augmentation significative de la charge de travail pour les cantons, aussi bien au niveau de la mise en place des mesures que des contrôles, notamment en raison de l'introduction de nouvelles mesures telles que les contributions à la qualité du paysage ou les contributions au système de production. Dans son message du 1^{er} février 2012, le Conseil fédéral identifiait pourtant la diminution de la charge administrative comme l'un des axes stratégiques de cette réforme. Le Conseil d'Etat demande que toutes les pistes de simplification proposées dans le processus de consultation soient prises en compte.

Une disparition des petites exploitations agricoles est à prévoir du fait de l'adaptation des facteurs de l'unité de main d'œuvre standard (UMOS). Or, ces exploitations fournissent également des prestations d'intérêt public. Le Conseil d'Etat demande dès lors que l'entrée en vigueur des nouveaux facteurs soit différée, afin de permettre aux exploitants concernés de compenser cette diminution.

Le Conseil d'Etat demande aussi de tenir compte des revendications de la profession émises au sujet du secteur céréalier. Très important à Genève, ce secteur est en effet le grand perdant de cette réforme, du fait des réductions de la protection douanière et de l'absence de contributions pour les céréales fourragères.

Les surfaces exploitées par tradition à l'étranger constituent également une spécificité genevoise. Or, toutes les contributions à caractère écologique et celles concernant les alpages ne seront versées que pour les surfaces situées sur le territoire national. Or, ces surfaces sont exploitées pour l'essentiel dans des bassins versants transfrontaliers; le Conseil d'Etat considère donc comme incohérent de renoncer à honorer ces prestations.

Enfin, alors que la création d'une nouvelle prestation en faveur du paysage cultivé a été voulue par les Chambres fédérales, l'Office fédéral de l'agriculture propose aujourd'hui de limiter cette mesure, par crainte d'être dépassé par le nombre de projets en préparation. Le Conseil d'Etat s'oppose fermement à cette proposition, qui risquerait de faire avorter un certain nombre de projets d'ores et déjà en gestation.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Pierre Viani, directeur général de l'agriculture, DIME,
☎ 022 388 71 71.*

Révision totale de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé

Le Conseil d'Etat a répondu à la consultation relative à la révision totale de la loi sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, initiée par le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS).

Le projet de révision totale mis en consultation par le DDPS vise principalement à élargir la protection des biens culturels (PBC) aux cas de catastrophe et situation d'urgence en complément du cas de conflit armé.

Cette révision conforte le canton de Genève dans ses démarches déjà entreprises pour mettre en place un partenariat entre les sapeurs-pompiers (premiers intervenants) et la protection civile (chargée de la protection des biens culturels), afin de faciliter le sauvetage de certains biens lors de sinistres.

Le gouvernement genevois regrette toutefois le désengagement financier de la Confédération dans la mise en œuvre de la PBC.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Felley, directeur général de l'office cantonal de la protection de la population et des affaires militaires, président de la commission cantonale pour la protection des biens culturels, DS, ☎ 022 546.70.01.

Non à une responsabilité civile insuffisante en matière nucléaire

Consulté par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication sur un projet de révision totale de l'ordonnance sur la responsabilité civile en matière nucléaire, le Conseil d'Etat a fait part de son opposition au projet du Conseil fédéral.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat relève l'insuffisance de la couverture minimale à assurer par les exploitants d'installations nucléaires qui passerait de 1 milliard actuellement à 1,45 milliard de francs. Il est relevé que les conséquences dévastatrices des accidents de Tchernobyl et de Fukushima, impliquant l'évacuation durable de larges portions du territoire, montrent que les dommages dus aux accidents nucléaires se chiffrent en centaines, voire en milliers de milliards de francs.

Cas échéant, il appartiendrait à la Confédération de suppléer à une couverture insuffisante. Le Conseil d'Etat considère qu'une telle prise en charge des coûts de risques externes par la collectivité favoriserait l'énergie nucléaire au détriment des énergies renouvelables. Cela constituerait, de surcroît, un transfert de coûts sur les générations futures, incompatible avec une optique de développement durable.

En conséquence, le Conseil d'Etat invite le Conseil fédéral à revoir le projet et à augmenter le montant de la couverture d'assurance obligatoire de façon substantielle. Le gouvernement genevois demande également au Conseil fédéral de s'assurer que le tarif de l'électricité d'origine nucléaire permette de financer l'intégralité des futurs coûts du démantèlement des centrales nucléaires ainsi que les frais liés au traitement et au stockage des déchets radioactifs.

Pour toute information complémentaire : M. Olivier Epelly, directeur général de l'office cantonal de l'énergie, DS, 022 327 93 64.

Les Genevois de l'étranger pourront élire en ligne cet automne

En application de l'article 188 alinéa 2 de la loi sur l'exercice des droits politiques (A 5 05), qui autorise le gouvernement à recourir ponctuellement au vote électronique pour des élections, le Conseil d'Etat a adopté un arrêté autorisant les électeurs genevois domiciliés à l'étranger à participer par voie électronique aux élections cantonales du 6 octobre et du 10 novembre prochains.

C'est la seconde fois que des électeurs genevois pourront élire en ligne, après l'élection de la Cour des comptes et l'élection complémentaire au Conseil administratif de la Ville de Genève du 4 novembre 2012. Mais alors que ces deux élections étaient majoritaires, celle du Grand Conseil d'octobre 2013 sera la première élection proportionnelle en ligne à Genève.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a pris connaissance avec satisfaction du troisième rapport du Conseil fédéral sur le vote électronique. Le gouvernement relève que la Confédération donne des perspectives aux cantons en matière de vote électronique, en définissant les conditions auxquelles il sera possible d'offrir le vote électronique à l'entier de l'électorat de chaque canton. Genève attendait cette indication depuis longtemps.

Le Conseil d'Etat entend saisir les opportunités offertes par le troisième rapport fédéral et il décidera dans les mois qui viennent de la manière dont Genève mettra en œuvre les exigences contenues dans ce rapport, afin de permettre à terme à l'entier du corps électoral cantonal de voter en ligne.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, 022 327 95 09.

Ouverture d'un nouveau casier pour le stockage de déchets à Oulens

Le Conseil d'Etat a donné son accord à l'ouverture d'un nouveau casier de stockage de déchets stabilisés sur le site de la décharge d'Oulens-sur-Echallens, dans le canton de Vaud.

Actuellement, la capacité résiduelle de la décharge ne suffit plus et, après plus de quatorze ans d'exploitation, il s'avère nécessaire d'ouvrir un casier supplémentaire de stockage de 90'000 m³ afin d'assurer pour les six prochaines années la mise en dépôt des déchets stabilisés provenant du lavage des fumées des usines d'incinération de Suisse romande (cendres et boues issues du traitement des fumées, résidus riches en métaux lourds et en dioxines, stabilisés avec du ciment).

Au début des années 1990, les cantons romands avaient décidé de construire ensemble une décharge pour résidus stabilisés. Située à Oulens, cette décharge est exploitée par la société ISDS Oulens SA, dont les actionnaires sont des cantons romands, des communes et des exploitants d'usines d'incinération.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'environnement, DGE, DIME, ☎ 022 546.80.01.

Rencontre avec l'Exécutif de la Ville de Genève

Le Conseil d'Etat a rencontré le Conseil administratif de la Ville de Genève lors d'un repas de travail.

Les discussions ont notamment porté sur la politique culturelle, l'accueil et l'hébergement des migrants en provenance des pays de l'Europe du Sud, l'hébergement d'urgence, et l'axe Acacias, ainsi que sur divers projets.

Réforme du système de prévoyance professionnelle de l'Etat : traitement et retraite des magistrats

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil [trois projets de loi concernant le traitement et la retraite des magistrats du pouvoir judiciaire, de la Cour des comptes et du Conseil d'Etat](#).

Ces textes parachèvent la réforme du système de prévoyance de l'Etat et sa mise en conformité avec le nouveau droit fédéral. Ils font suite à la réforme en 2010-2011 de la Caisse du personnel de la police et de la prison, puis à la loi du 3 mars 2013 instituant au 1^{er} janvier 2014 la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG).

Les trois nouveaux projets de loi rapprocheront la situation des élus de celle des autres salariés de l'Etat en les affiliant à la future CPEG. Avec le capital de prévoyance constitué avant l'entrée en fonction, les magistrats auront droit eux aussi à une pleine rente à l'âge de 64 ans, sur la base de quarante ans de cotisation. Etant donné le statut spécifique d'élus, une allocation est prévue en cas de départ prématuré. Une distinction claire est introduite entre les rentes de prévoyance et les prestations de l'employeur versées en cas de départ avant l'âge de la retraite.

Les principaux changements sont les suivants:

- 1) **Pouvoir judiciaire:** abandon du système accordant le droit à des prestations de retraite après 18 ans de magistrature et une pleine pension après 28 ans et demi. Introduction d'un système d'indemnité de départ réservé exclusivement à des circonstances exceptionnelles (non réélection et situations assimilées). L'indemnité tient compte de l'ancienneté dans la fonction, de l'âge, de la situation personnelle et ne peut dépasser deux ans de salaire (trois ans pour le procureur général).
- 2) **Conseillers d'Etat et chancelier d'Etat:** abandon du système accordant des prestations de retraite après 8 ans de magistrature et une pleine pension après 12 ans. Dans le cas d'un départ ou d'une non réélection intervenant avant l'âge de la retraite, une allocation mensuelle est versée jusqu'à l'âge de 64 ans. Le montant de cette allocation est proportionnel au nombre d'années de fonction et dépend de l'âge atteint au moment de la fin de la fonction.

- 3) **Magistrats de la Cour des comptes:** abandon du système accordant des prestations après 12 ans de magistrature et une pleine pension après 18 ans. En cas de départ avant l'âge de la retraite, un système d'allocation versée jusqu'à l'âge de 64 ans est prévue comme pour les conseillers d'Etat, avec toutefois des taux inférieurs.

Comme c'était le cas pour les précédentes lois concernant la prévoyance du personnel, ces trois projets prévoient des mesures transitoires qui atténueront les effets des changements en fonction de la proximité de l'âge de la retraite. Le risque de vagues de départs sera ainsi réduit.

Pour toute information complémentaire : M. Henri Roth, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 22.

Protection de l'environnement : concept cantonal validé

Le Conseil d'Etat a validé le projet de concept cantonal de la protection de l'environnement 2013-2015 et l'a transmis pour consultation, comme l'exige la loi, au Conseil du développement durable.

Réactualisé tous les douze ans, le concept cantonal de la protection de l'environnement présente les orientations de long terme que le gouvernement souhaite donner à la politique environnementale genevoise. Pour la période 2013-2025, il préconise ainsi d'opérer une véritable « transition environnementale », soit anticiper la protection de l'environnement dans l'ensemble des activités de la société.

Pour y parvenir, le concept identifie quatre objectifs stratégiques prioritaires :

1. **Augmenter la durabilité énergétique :** le canton dépend des énergies fossiles pour 85% de sa consommation en énergie primaire, à l'origine d'émissions en CO₂. Comme il l'a réaffirmé en adoptant la conception générale de l'énergie le 15 mai dernier, le Conseil d'Etat s'engage avec conviction dans la transition énergétique visant à atteindre, à terme, la société à 2000 watts sans nucléaire.

2. **Conserver et développer les ressources locales :** si le canton n'a que peu de prise sur la consommation des biens importés, il a en revanche une responsabilité clé dans la sauvegarde des ressources situées sur son territoire. Le Conseil d'Etat entend conserver et développer les ressources locales que sont le sol, le sous-sol, l'air, l'eau, le paysage et la biodiversité.

3. **Prendre en compte les risques en lien avec l'environnement et la santé humaine :** les dommages potentiels liés aux risques environnementaux peuvent s'avérer très élevés. Dans une optique de prévention, ces enjeux doivent être aujourd'hui davantage pris en compte, qu'il s'agisse de nuisances avérées, d'événements climatiques, de risques d'accidents technologiques ou en lien avec les effets de substances diffusées dans l'environnement .

4. **Favoriser l'émergence d'espaces urbains à haute performance environnementale :** l'optimisation environnementale de l'espace urbain est un enjeu clé pour le canton de Genève, caractérisé par la croissance de son agglomération. Afin d'assurer une qualité de vie durable pour les habitants, il s'agit notamment d'intégrer systématiquement la dimension environnementale dans l'urbanisme. Pour y parvenir, il est nécessaire de définir précisément les critères d'un bâtiment et d'un quartier durable et d'en promouvoir la réalisation ainsi que la transformation des quartiers existants.

Le concept présente également des moyens d'actions transversaux et innovants pour contribuer aux objectifs identifiés. Si plusieurs leviers, au niveau du Grand Genève ou au niveau local, sont déjà opérationnels, en particulier en matière d'intégration d'éléments de nature en ville, de protection de l'eau et de la nature ou de développement de l'agriculture, le concept prévoit de profiler Genève et la région comme un pôle d'excellence en matière d'économie verte et de développer les liens avec la Genève internationale.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

Approbation du plan de site du hameau de Vessy

Le Conseil d'Etat a adopté le plan de site du hameau de Vessy, situé sur le territoire de la commune de Veyrier. Ce plan de site a été conçu et élaboré pour répondre à un double objectif de protection du site et du hameau ancien de Vessy, incorporé dans le périmètre protégé des rives de l'Arve.

Ce plan de site permet également de mettre en œuvre des travaux d'entretien ou de transformations. Ces derniers sont nécessaires au changement d'affectation des bâtiments visé par la mesure de protection, conformément aux normes de la zone agricole qui régissent une majeure partie du périmètre concerné.

Dans sa délibération du 23 avril 2013, le Conseil municipal de la commune de Veyrier a préavisé favorablement ce projet. La procédure d'opposition, ouverte du 22 juin au 23 août 2012, a suscité deux oppositions qui sont rejetées simultanément à l'adoption du plan de site.

Pour toute information complémentaire : Mme Sabine Nemec-Piguet, directrice générale de l'office du patrimoine et des sites, DU, ☎ 022 546 60 95.

Vernier : des mesures pour dissuader le trafic de transit

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de pétitionnaires demandant la réouverture de la route de Vernier, à son accès depuis la ville et à sa sortie en direction de Genève.

Il indique que les difficultés de progression des transports publics sur la route de Vernier sont une préoccupation de l'Etat depuis plusieurs années et que les mesures mises en place en décembre 2010 ont été élaborées conjointement avec les autorités de Vernier. Elles ont permis une amélioration significative de la progression des transports collectifs dans le secteur.

Parmi ces mesures, figurent la réouverture de l'ancienne route de Vernier aux bus et aux mobilités douces, et l'interdiction de tourner à droite pour les véhicules individuels motorisés depuis la route de Vernier village vers Genève, cette dernière mesure étant destinée à dissuader le trafic de transit à travers Vernier village.

Cette solution implique, pour une partie des habitants de Vernier qui se rendent en direction de Genève en moto ou en voiture, un détour par l'avenue Louis-Pictet. En revanche, elle a permis d'éviter l'allongement de la voie bus à la charge de la commune.

Le Conseil administratif de la Ville de Vernier s'est fondé sur les analyses menées par la direction générale de la mobilité et les services de la Ville pour confirmer, après une pesée d'intérêts, le schéma de circulation mis en place.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 19.

Parc Château-Banquet : l'accès sera amélioré

Le Conseil d'Etat a répondu au Grand Conseil sur la pétition lancée par la copropriété Parc Château-Banquet (P 1745-A) demandant un meilleur accès à la copropriété en provenance de Lausanne.

Il précise que des mesures de circulation ont été prises pour sécuriser le parcours du tramway sur la route de Lausanne et, à la demande de la Ville de Genève, pour améliorer la sécurité des élèves du cycle d'orientation de Sécheron. Le Conseil d'Etat n'envisage pas de revenir sur ces mesures, compte tenu des bénéfices qu'elles produisent.

En revanche, une analyse menée conjointement par la direction générale de la mobilité et la Ville de Genève a permis d'identifier d'autres mesures de nature à faciliter l'accès au Parc Château-Banquet. Il s'agira de diminuer le trafic de transit sur la rue des Garages d'une part, et, d'autre part, de créer sur la rue du Valais une voie de tourner à gauche vers la rue de Lausanne.

Ces mesures seront mises à l'essai par la Ville dans un calendrier qui doit encore être précisé.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Messenger, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 19.

Convention collective pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment à Genève

Le Conseil d'Etat a décidé de remettre en vigueur l'extension du champ d'application de la convention collective de travail (CCT) pour la retraite anticipée dans la métallurgie du bâtiment. Cette extension modifie également diverses dispositions. Elle court jusqu'à l'échéance de la CCT, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Par cette extension, le Conseil d'Etat répond à la demande des partenaires sociaux et contribue ainsi à renforcer la paix sociale au sein de ce secteur. Cette décision permettra d'assurer des conditions de travail minimales uniformes pour l'ensemble des travailleurs de la branche en consolidant leur protection sociale. Sur un plan formel, l'arrêté du Conseil d'Etat doit encore être approuvé par le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche avant de pouvoir entrer en vigueur, au plus tôt le 1^{er} août 2013.

Pour tout renseignement complémentaire : Mme Christina Stoll, directrice générale de l'office cantonal de l'inspection et des relations du travail, DSE, ☎ 022 388 29 29.

Projet de musée agricole à Confignon: réponse à une pétition

En septembre 2012, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une pétition (P1819) demandant qu'une autorisation de construire soit exceptionnellement accordée à un projet de musée pour machines agricoles en zone agricole à Confignon, étant attendu qu'un déclassement de la parcelle sur laquelle il sera construit serait envisagé. Après examen du dossier, le Conseil d'Etat souligne dans son rapport le caractère intéressant de ce projet mais relève qu'il nécessite une modification de la zone à construire et une étude financière complète.

Pour toute information complémentaire : M. Alain Bidaux, direction générale de l'agriculture, DIME, ☎ 022 388 71 71.

Adoption du rapport d'activités 2012 du bureau des violences domestiques

Le Conseil d'Etat a adopté et transmis au Grand Conseil pour information le [rapport d'activité 2012 du bureau des violences domestiques](#).

En 2012, les infractions au Code pénal suisse pour violences domestiques ont baissé de 8,4% à Genève, soit une baisse relative de 34,5% entre 2008 et 2012. Dans le même temps, la police genevoise a prononcé 49 mesures d'éloignement à l'encontre d'auteurs présumés d'actes de violences domestiques, ce qui a permis de favoriser le maintien à domicile de nombreuses personnes victimes et de leurs enfants. En parallèle, le premier rapport issu de l'observatoire genevois des violences domestiques, « [La violence domestique en chiffres, année 2011](#) » nous apprend que 3781 personnes, victimes ou auteurs de violences domestiques, ont été en contact avec une ou plusieurs institutions membres de la [commission consultative sur les violences domestiques \(CCVD\)](#), soit 0,8% de la population genevoise. Parmi elles, 69% sont des victimes directes, 34% des auteurs et 3% des victimes indirectes.

La campagne de sensibilisation et d'information tout-public « [Stop violences domestiques](#) » s'est poursuivie en 2012 grâce au soutien renouvelé de la Fondation Hans Wilsdorf. Elle assure, entre autres, la promotion permanente de la ligne téléphonique cantonale « Stop violences à la maison 0840 110 110 » dont le nombre d'appels a augmenté de 50%, soit 278 appels aboutis (186 en 2011), ce qui représente une moyenne de 23,2 appels par mois (15,5 appels en 2011). Un flyer tout-public a également été réalisé et distribué à plus de 60'000 exemplaires.

Un important effort de coordination a également été réalisé en étroite collaboration avec les institutions membres de la CCVD et l'ensemble des partenaires œuvrant dans cette thématique.

*Pour toute information complémentaire : M. David Bourgoz, délégué aux violences domestiques, DS,
☎ 022 546 89 80/82 ou 076 396 18 09.*

Aide financière à l'association Lake Geneva Region

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 50'000 francs pour l'année 2013 à l'association Lake Geneva Region (LGR) afin de soutenir l'organisation d'une mission économique et académique sur la côte Est des Etats-Unis. Organisé du 22 au 26 juin 2013, à l'occasion de l'escale du bateau de l'expédition *PlanetSolar DeepWater* à Boston et de la venue de Martin Beniston, climatologue et professeur à l'Université de Genève, cet événement vise à présenter le savoir-faire de la région sur les plans académique, de l'innovation technologique et du cleantech. Menée par M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, cette mission permettra de développer de nouvelles opportunités d'affaires entre les instituts de recherche et les entreprises des régions concernées.

Le projet *PlanetSolar DeepWater* est né de la rencontre entre les membres de l'équipe du catamaran solaire MS Tûranor et du professeur Martin Beniston. Son objectif est d'utiliser les caractéristiques exclusives du MS Tûranor pour mener à bien une campagne unique de mesures physiques et biologiques, sans émissions de carbone, le long du Gulf Stream.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Aide financière en faveur de la culture

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 65'000 francs à la Commission romande de diffusion des spectacles (Corodis), association créée il y a vingt ans dans le but de promouvoir la diffusion des spectacles romands, tant en Suisse romande que dans toute la Suisse et à l'étranger.

La Corodis, qui regroupe des représentants du théâtre, de la danse, des artistes, des responsables culturels cantonaux et communaux, a pour objectif de favoriser l'augmentation du nombre de représentations des productions théâtrales et chorégraphiques professionnelles romandes. Elle favorise les liens entre artistes et responsables de salles, d'institutions ou de collectivités publiques, pour améliorer la concertation et décloisonner la vie culturelle romande en organisant des rencontres régulières entre toutes les parties prenantes de la vie culturelle romande.

En attribuant ce montant (identique à celui versé en 2012) à la Corodis, l'Etat poursuit les objectifs de sa politique culturelle qui vise à favoriser le rayonnement locale et la diversité culturelle sur son territoire et au-delà des frontières cantonales.

*Pour tout complément d'information : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 22 546 66 70.*

Aides financières en faveur de la promotion de la santé et de la prévention

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière d'un montant total de 656'000 francs pour les années 2013 à 2016 aux sept entités suivantes, actives dans le programme de promotion et de prévention « Marchez et mangez malin ! » : l'Association genevoise pour l'alimentation infantile (GIFA), la coordination Pédibus-Genève du Groupement des Associations de parents du primaire du canton de Genève (GAPP), l'association sant'e'scalade, les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), la filière Nutrition et Diététique de la Haute Ecole de Santé (HEdS), la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) et les Unités d'actions communautaires (UAC) du département de la cohésion sociale et de la solidarité de la Ville de Genève.

Cette aide financière permettra à ces entités de déployer les projets de promotion d'une alimentation saine et d'une activité physique régulière inscrites au programme *Marchez et mangez malin !* et de contribuer ainsi à la lutte contre le surpoids et l'obésité des enfants et des jeunes à Genève. L'ensemble des projets financés par cette aide constitue une des priorités du plan cantonal de promotion de la santé et de prévention.

Ce montant est financé dans son intégralité par la Fondation Promotion Santé Suisse (PSCH), conformément au contrat de collaboration signé en mars 2013 entre le département des affaires régionales, de l'économie et de la santé et cette fondation.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé pour les années 2013 et 2014 des aides financières d'un montant total de 314'975 francs à six entités actives dans le domaine de la promotion et de la prévention de la santé : la Fondation Entraide Protestante Suisse (EPER), l'Institut de médecine sociale et préventive (IMSP) de l'Université de Genève, l'association Stop suicide, le service de prévention sociale et de promotion de la santé de la Ville d'Onex, les Hôpitaux universitaire de Genève (HUG) et la Fédération romande des consommateurs.

Ces aides financières permettent de financer des prestations qui concourent toutes à la réalisation du plan cantonal de promotion de la santé et de prévention. Les prestations offertes permettent principalement de lutter contre les addictions et prévenir les dépendances, de promouvoir une alimentation saine et une activité physique régulière ainsi que la santé mentale en luttant contre la dépression et le suicide chez les jeunes.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 04.

Aide financière en faveur de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie

Le Conseil d'Etat a accordé pour l'année 2013 une aide financière d'un montant total de 342'350 francs à six entités actives dans le domaine de la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie : l'association la Barje, l'Institut de médecine sociale et préventive, l'association Première Ligne, la FEGPA-Carrefour AddictionS, la Faculté de psychologie de l'Université de Genève et le service de santé de la jeunesse.

Les montants accordés sont prélevés sur le Fonds drogue alimenté par des sommes provenant de confiscations ou de dévolutions en rapport avec le trafic des stupéfiants.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Sudre, médecin délégué à la prévention de la toxicomanie, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 52.

Approbation du budget 2013 de la Fondation Eclosion

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget 2013 de la Fondation Eclosion.

Adopté le 17 mai dernier par le conseil de fondation, le budget, prévoit une indemnité monétaire de 1,5 million de francs permettant de couvrir financièrement l'exploitation de la Fondation ainsi que les activités visant à traduire les découvertes académiques dans le domaine des sciences de la vie en médicaments et en traitements pour les patients, conformément au contrat de prestations conclu avec l'Etat de Genève.

Pour toute information complémentaire : M. Dominique Ritter, directeur financier, DARES, ☎ 022 546 88 30.

Condoléances adressées à Mme Claude Albana Presset

Le Conseil d'Etat a adressé ses condoléances à Mme Claude Albana Presset à l'occasion du décès de son époux, M. Henri Presset, sculpteur et graveur genevois. L'Etat de Genève compte dans ses collections comme dans ses espaces publics quelques belles réalisations d'Henri Presset, notamment des pièces installées au centre des Morillons, à Belle-Idée, ou les rampes du collège Calvin.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 25.04.2013 établissant le budget administratif de l'Etat de Genève pour l'exercice 2013, spécifiquement article 10 (LBU-2013) (D 3 70) (L11063)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013
Loi du 26.04.2013 modifiant la loi sur l'exercice des compétences du Conseil d'Etat et l'organisation de l'administration (LECO) (B 1 15) (Pouvoir provisionnel - adaptation à la nouvelle constitution) (L11098)	Conseil d'Etat	1 ^{er} juin 2013
Loi du 26.04.2013 modifiant la loi sur l'instruction publique (LIP) (C 1 10) (Degré tertiaire) (L11053)	Conseil d'Etat	Samedi 22 juin 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 26.04.2013 modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Vernier (création de quatre zones de développement 3, d'une zone de développement 3 affectée à de l'équipement public et d'une zone sportive situées entre la route de Vernier et la route de l'Usine à Gaz) (L11007)	Conseil d'Etat	Samedi 22 juin 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 26.04.2013 rectifiant les limites territoriales entre les communes de Lancy et d'Onex (L11043)	Conseil d'Etat	Samedi 22 juin 2013 (lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
19 juin 18h30	Démarrage du projet d'art public sur le parcours du tram 14	Place des Ormeaux, Petit-Lancy	DIP Ville de Lancy	Mme Geneviève Bridel ☎ 022 546 66 68 ou 079 774 40 48 Françoise Mamie ☎ 022 706 15 33 ou 079 357 31 48
20 juin 11h45	Sélection des vins de Genève	Cour de l'Hôtel de Ville	DIME	M. Denis Beausoleil (OPAGE) ☎ 079 357 85 52
25 juin 10h30	Actualité des chantiers CEVA	Direction générale de la mobilité 4, chemin des Olliquettes 1213 Petit-Lancy	DIME	Yves Bellégo ☎ 022 546 76 06 Caroline Monod ☎ 022 716 06 85
25 juin 12h15	Vigne des Nations 2013	Signal de Bernex	DIME	Sonia Salina ☎ 022 546 76 16